

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

8 juillet 2019

Il ne peut y avoir de développement durable sans respect des droits humains

- La société civile mondiale appelle les gouvernements à placer les droits humains au cœur des questions de développement
- Les États qui n'établissent pas de liens entre le développement durable et la législation visant à restreindre la société civile vont à l'encontre de l'esprit de l'Agenda 2030.
- Les gouvernements doivent ouvrir des voies de communication avec les groupes de la société civile pour en faire un partenaire équitable dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable.

Les groupes de la société civile à travers le monde apportent des contributions significatives au développement et les Objectifs de Développement Durable ne peuvent être pleinement atteints si les attaques contre la société civile et les défenseurs des droits humains se poursuivent.

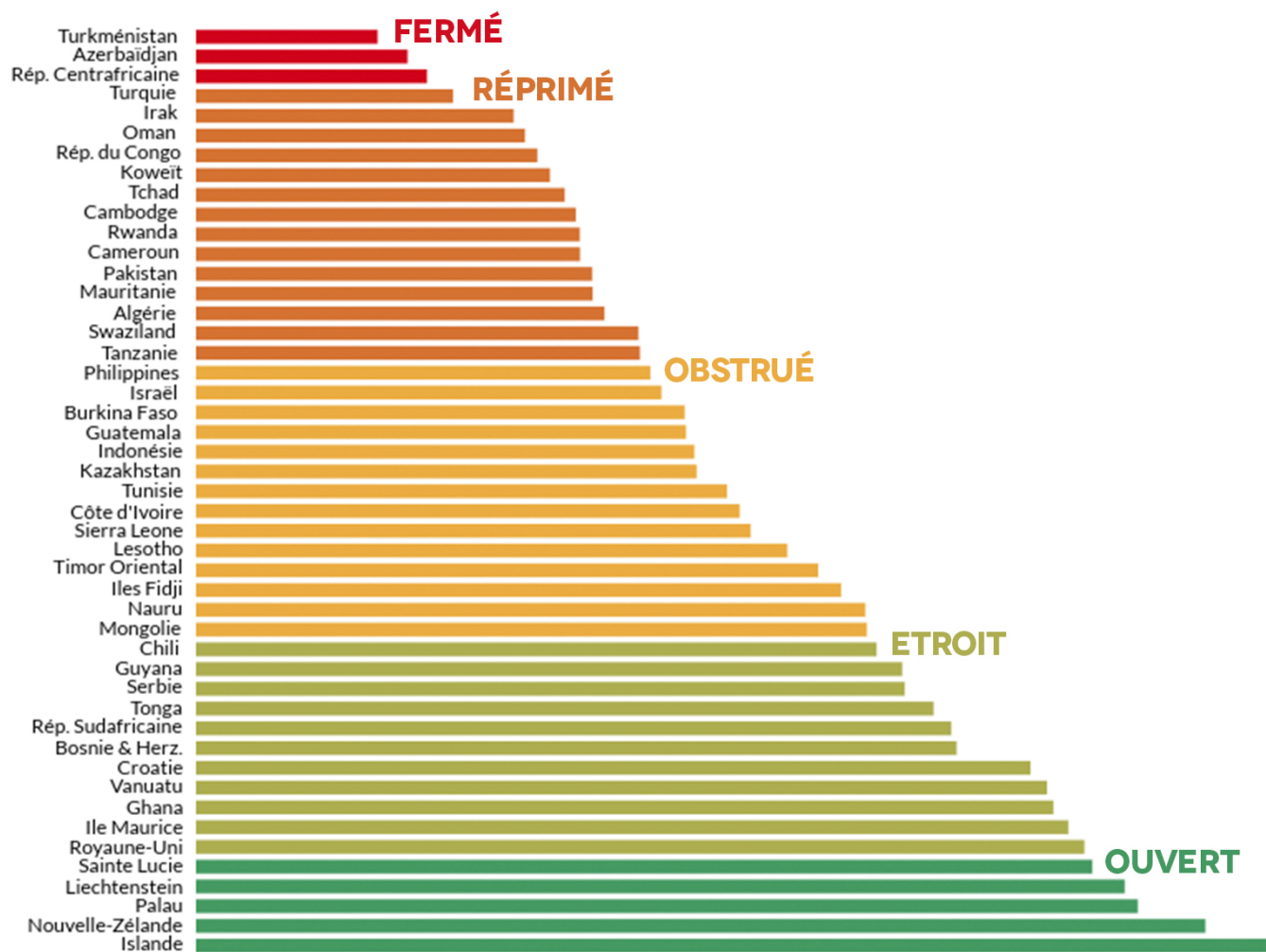
Tel est le franc message des représentants des organisations de la société civile du monde entier. En mai 2019, plus de 60 représentants de la société civile de 25 pays se sont réunis à Johannesburg, en Afrique du Sud, pour discuter des répercussions sur le développement durable des restrictions de la liberté de réunion et d'association. Les réflexions issues de la réunion de Johannesburg résonnent avec celles de beaucoup d'autres de par le monde.

En prévision du Forum politique de haut niveau (HLPF) - la plateforme centrale des Nations Unies pour le suivi et l'examen de l'Agenda 2030 pour le développement durable et des Objectifs de Développement Durable (ODD) - qui se tiendra du 9 au 18 juillet à New York, les représentants de la société civile soussignés appellent les gouvernements à placer les droits humains au cœur des questions de développement.

Le HLPF 2019 a lieu à un moment où les attaques contre les représentants de la société civile ont atteint des proportions alarmantes. Les [rapports](#) révèlent que la société civile fait l'objet de graves attaques dans 111 pays, y compris dans ceux qui présenteront les progrès réalisés en ce qui concerne les Objectifs du Millénaire pour le Développement, dans le cadre de l'examen national volontaire (VNR), avec une [recrudescence](#) de cas de meurtres de défenseurs des droits humains qui exercent leur droit à se réunir et à se rassembler de manière pacifique.



EVALUATION DE L'ESPACE CIVIQUE NATIONAL FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU DE L'ONU 2019



47 PAYS PARTICIPANT À DES EXAMENS NATIONAUX VOLONTAIRES POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

DONNÉES POUR TOUS LES MEMBRES DE L'ONU: [MONITOR.CIVICUS.ORG](https://monitor.civicus.org)

En examinant la relation entre la liberté de réunion et d'association, le développement socio-économique et les droits humains, les participants à la réunion de Johannesburg ont exprimé leur vive préoccupation face aux attaques qu'ils subissent régulièrement de la part d'acteurs étatiques et non étatiques, et face au degré élevé d'impunité dont bénéficient les auteurs de ces actes.

En tant que représentants de la société civile, nous notons avec inquiétude que nos gouvernements font une distinction entre les droits humains et le développement - considérant souvent les militants et les dirigeants communautaires qui s'engagent dans des activités en faveur des droits humains comme inutilement perturbateurs et éloignés des questions de développement. En effet, les autorités les ont accusés d'avoir des tendances anti-développement alors que les acteurs de la société civile ont un intérêt dans le progrès sociétal et sont des partenaires pour le développement à part entière.

Ce décalage signifie souvent que les gouvernements exercent un trop grand contrôle sur les Objectifs de Développement Durable, qu'ils sont en connivence avec les acteurs non étatiques, y compris les entreprises privées, pour mettre en œuvre leur stratégie privilégiée pour la réalisation de ces objectifs, et qu'ils ignorent souvent les avis de la société civile lors du lancement des projets de développement. Alors que la plupart des défenseurs des droits humains sont ciblés pour leurs campagnes, ceux qui défendent les droits fonciers, environnementaux et autochtones sont les plus ciblés et donc les plus susceptibles d'être réduits au silence.

En amont du HLPF, deux défenseurs des droits humains - Ryan Hubilla et Nelly Bagasala du groupe de défense des droits humains philippin Karapatan - ont été brutalement [tués](#) pour leur travail. Avant les meurtres, le personnel de Karapatan avait été surveillé par des militaires et des policiers.

Le HLPF [analysera](#) six des ODD, notamment ceux qui visent à promouvoir la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux, la lutte contre le changement climatique, une éducation inclusive, équitable et de qualité, et l'accès à la justice pour des institutions inclusives et responsables. Malheureusement, les questions qui doivent faire l'objet d'un examen sont au cœur des restrictions et des représailles constantes de la part des acteurs étatiques et non étatiques.

Pour la seule année 2019, des manifestations pacifiques contre l'augmentation du coût de la vie et les inégalités croissantes ont été violemment réprimées au Soudan, au Zimbabwe, au Nicaragua et au Venezuela ; des manifestations d'étudiants ont été empêchées au Libéria; des manifestations contre des processus judiciaires viciés ont été réprimées de manière violente au Cameroun. En Russie, le 12 juin 2019, 530 manifestants ont été arrêtés et détenus après avoir demandé des comptes à la suite de l'arrestation arbitraire, de la détention et de la libération du journaliste Ivan Golunov.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les attaques, le harcèlement et la persécution des défenseurs des droits environnementaux ont connu une recrudescence. En Colombie, par exemple, les forces paramilitaires continuent de cibler les militants qui travaillent dans les domaines de la terre, de l'environnement et des droits des autochtones et certains, comme Robinson López, ont été tués. Ce ne sont là que quelques-uns des exemples du véritable malaise politique que l'on observe dans de nombreuses régions du monde, et qui a des conséquences très graves pour les personnes concernées.

Les États ont souvent une vision étroite du développement lorsqu'ils le considèrent comme la construction d'infrastructures et l'exploitation des ressources naturelles. Ils ciblent donc particulièrement ceux qui expriment des préoccupations quant à l'absence de consultation communautaire sur les projets d'infrastructure ou à l'impact sur l'environnement lorsque les entreprises font passer les profits avant les intérêts des communautés en exploitant les ressources naturelles. Les gouvernements n'établissent pas non plus de liens entre le développement durable et l'utilisation de lois restrictives pour saper le travail de la société civile, de différentes manières antidémocratiques.

Le Forum de Haut Niveau sur les Politiques de Développement est l'occasion d'inverser ces tendances, car il met en lumière la complémentarité et l'interdépendance entre les partenaires de développement. Son thème de 2019 "Autonomiser les personnes et assurer l'inclusion et l'égalité" réaffirme le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives (CBDR-RC) à un moment où il est clair que les gouvernements ne peuvent réaliser seuls les ODD. Nous devons donc insister sur le fait qu'il ne peut y avoir de développement significatif sans droits humains. Les groupes de la société civile travaillant sur différents domaines thématiques apportent des contributions significatives au développement et les ODD ne peuvent être pleinement réalisés si les attaques contre la société civile et les défenseurs des droits humains continuent en toute impunité. Les législateurs doivent comprendre que les défenseurs des droits humains ne sont pas des opposants au gouvernement, mais qu'ils soutiennent et font respecter les lois qui ne contreviennent pas aux droits humains.

Sept défenseurs des droits humains travaillant sur des questions telles que le développement économique, le développement communautaire, les initiatives de lutte contre la corruption et les droits des femmes et des filles vivent actuellement dans des conditions strictes de liberté sous caution au Zimbabwe, après avoir été arrêtés à leur retour des Maldives pour avoir participé à un atelier de renforcement des capacités.

La liberté de réunion et d'association est cruciale pour le travail de tous les groupes de la société civile, y compris les associations formelles et informelles, et permet à des personnes d'origines diverses de collaborer efficacement. Bien que les gouvernements changent parfois pour le mieux, et n'appliquent pas toujours pleinement les lois restrictives, il est essentiel que ces lois répressives soient modifiées pour garantir le plein exercice des droits fondamentaux à tout moment.

Compte tenu de ces restrictions, nous appelons les États à :

- **Amender, abroger et modifier** les lois et règlements restrictifs qui visent la société civile et les libertés d'association et de réunion et veiller à ce que ces lois soient conformes aux normes internationales relatives aux droits humains;
- **Signer, ratifier ou adhérer** à des accords qui protègent les défenseurs des droits humains et leur garantissent un environnement propice à l'exercice de leurs activités ;

- **Mettre fin** à la pratique consistant à cibler les défenseurs des droits humains, les militants communautaires et autres représentants de la société civile, s'abstenir de leur attribuer de fausses étiquettes et veiller à ce que, comme tout autre citoyen, leurs droits soient respectés et protégés ;
- **Établir** des voies de communication entre l'État et la société civile en ce qui concerne la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable afin que la société civile soit considérée comme un partenaire à part entière dans la réalisation des objectifs et traitée comme tel ;
- **Veiller** à ce qu'à tous les niveaux, les droits humains soient au centre de toutes les initiatives de développement et garantissent des sociétés pacifiques et inclusives, l'accès à la justice et à des institutions responsables et la réduction des inégalités.

- Alliance for Community Action
- Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)
- Act Mara Diocese – Mugumu Safe House
- Action Aid
- Action for Rural Aid Empowerment
- Actions for Democracy and Local Governance (ADLG)
- Active Women Foundation
- Agape Aids Control Program
- Ahadi Forum Tanzania (AFTA)
- Arusha Non-Governmental Organisation Network (ANGONET)
- ARUWE
- Association for Non-Governmental Organisation Zanzibar (ANGOZA)
- Association of Rare Blood Donor (ARBD)
- Balkan Civil Society Development Network
- Business and Human Rights Tanzania (BHRT)
- Biharamulo Community FM Radio (BCFM)
- Biharamulo NGOs Network Forum
- Biharamulo Originating Social Economic Development Association (BOSEDA)
- Biharamulo Social Economic Development Association (BISEDEA)
- BINGOS FORUM
- Civic Initiatives
- Centre for Peace and Justice, BRAC University
- Civil Society Development Foundation
- COSADER- Collectif des ONG pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural
- Consortium of Ethiopian Rights Organizations (CERO)
- CIVICUS, World Alliance for Citizen Participation, Global
- Centre for the Study of Violence and Reconciliation (CSVr)
- Centre of Youth Dialogue (CYD)
- CESOPE

- CHIFU KIMWELI FOOTBALL CLUB
- Child Watch
- Children Dignity Forum
- Christian Education and Development Organisation (CEDO)
- Civic and Legal Aid Organisations
- Community Development Initiatives Support Organisation (COSIDO)
- Community Focus Tanzania
- Community for Educators and Legal Assistance
- Community Support Initiatives-Tanzania
- Crisis Resolving Centre
- C-SEMA
- CWCA
- Derecho, Ambiente, y Recursos Naturales
- David Chanyeghea-New Age Foundation
- Dawning Hope
- Dignity Kwanza Community Solutions
- Door of Hope to Women and Youth in Tanzania
- DUNGONET (NGO'S NETWORK FOR DODOMA)
- Empower Society, Transform Lives (ESTL)
- EQUALITY FOR Growth
- Faidika Aidika Wote Pamoja (FAWOPA)
- FAWETZ
- FICOFawe WOMEN EMPOWERMENT
- FIDELIS Yunde-Youth Movement for Change
- Free Mind Foundation
- GEARS Initiative
- Gidion Kaino Mandesi Dolased
- Girls Education Support Initiatives
- GIYEDO
- Gospel Communication Network of Tanzania
- Growth Dimensions Africa
- HURISA
- Human rights Center Memorial and OVD-Info
- HAKI CATALYST
- HAKI ELIMU
- HAKI MADINI
- HAKI RASILIMALI
- HAKI ARDHI
- Happy Children Tanzania Organisation
- HILDA S. DADU-PHLI
- HIMS ARUSHA
- Human Rights National Association of Educators for World Peace

- Humanity Aid for Development Organisation
- HURUMA Organisation
- Initiative for Good Governance and Transparency in Tanzania (IGT)
- ISRAEL ILUNDE –YPC
- JAMII Media Limited
- John Seka-Seka and Associates Advocates
- JUKWAA LA KATIBA TANZANIA
- JUMA KAPIPI
- Jumuiya Ya Kuelimisha Athari Za Madawa Ya Kulevya Ukimwi Na Mimba Katika Mdogo (JUKAMKUM)
- JUMUIYA YA KUELIMISHA ATHARI ZA MADAWA YA KULEVYA UKIMWI NA MIMBA KATIKA UMRI MDOGO (JUKAMKUM)
- JUMUIYA YA KUENDELEZA UFUGAJI NYUKI NA UHIFADHI MAZINGIRA (JUKUNUM)
- JUMUIYA YA KULINDA NA KUTETEA HAKI ZA WANAWAKE NA WATOTO MKOANI (JUKUWAM)
- JUMUIYA YA KUTETEA HAKI ZA WANAWAKE NA WATOTO SHRHIYA YA OLE (JUKUHAWA)
- JUMUIYA YA MAENDELEO YA ELIMU KWA WATOTO PEMBA (JUMAWEAPE)
- JUMUIYA YA MAENDELEO YA WAVUVI WA KOJANI (KOFDO)
- JUMUIYA YA MAENDELEO ZIWANI (JUMAJZI)
- JUMUIYA YA OWEDE
- JUMUIYA YA TUMAINI JIPYA PEMBA(TUJIPE)
- JUMUIYA YA TUSISHINDWE DEVELOPMENT ORGANISATION PEMBA (TUDOPE)
- JUMUIYA YA WASAIDIZI WA SHERIA PEMBA (JUWASPE)
- KARAPATAN,
- Kagera Human Rights Defenders and Legal Aid Support Organisation
- KARENY MASASI
- Kigoma Paralegal Aid Centre (KIPACE)
- Kigoma Ujiji Non-Governmental Organisation Network (KIUNGONET)
- Kigoma Women Development
- KIKUNDI CHA USHINDI
- KIWOHEDE
- KOK Foundation
- Lawyers for Human Rights, South Africa
- LARETOK-LE-SHERIA NA HAKI ZA BINADAMU NGORONGORO (LASHEHABINGO)
- Legal and Human Rights Centre (LHRC)
- Lindi Regional Press Club (LRPC)
- Lindi Women Paralegal Aid Centre (LIWOPAC)
- Liwale FARMERS Association (LIFA)
- Magata Primary Cooperative Society
- Manyara Regional Civil Society Network (MACSNET)
- Mapambano Centre for Children

- MAWAZO DANIEL-NYDT
- Mbeya Hope for Orphans
- Mbeya Paralegal Aid Centre (MBEPACE)
- MBEYA WOMEN
- MCHOMORO AIDS COMBAT GROUP
- Media Association for Indigenous and Pastoralist Communities
- Media Support Tanzania
- MICHAEL REUBEN NTIBIKEMA-ELIMU MWANGAZA TANZANIA
- MICHEWENI ISLAMIC DEVELOPMENT ENVIRONMENTAL CONSERVATION AND AIDS CONTROL(MIDECAC)
- MIKONO YETU CENTRE FOR CREATIVITY AND INNOVATION (MIKONO YETU)
- Morogoro Paralegal Centre (MPLC)
- MSICHANA INITIATIVES
- Mtwara NGOs Network (MTWANGONET)
- Mtwara Paralegal Centre
- MTWARA YOUTH ANTI AIDS GROUP
- MUKEMBA GROUP MAENDELEO
- MUSSA JUMA-MISA TANZANIA
- MWANAMKE NA UONGOZI
- National Council of NGOS (NACONGO)
- NNATIONAL Union of Mine and Energy Workers of Tanzania (NUMET)
- NEEMA KITUNDU-FAWETZ
- NETWO
- New Family Organisation
- New Hope Winners Foundation (NHNWF)
- NGUVUMALI Community Development of Environment
- NICAS NIBENGO- BASE FOR EDUCATION DISSEMINATION
- NOMADIC PASTORALIST DEVELOPMENT ORGANIZATION(NOPADEO)
- NTABYMA
- NYAKITONTO YOUTH FOR DEVELOPMENT TANZANIA
- Open Mind Tanzania
- Organisation for Rural Self-Help Initiatives (ORSHI)
- PEN Kenya
- PAMOJA DAIMA (PADA)
- Paralegal Primary Justice (PPJ)
- Peace Relief Organisation (PRO)
- PEMBA Association for Civil Society Organisation (PASCO)
- PEMBA EAST ZONE ENVIROMENT ASSOCIATION (PEZEA)
- PEMBA ISLAND RELIEF ORGANIZATION (PIRO)
- PEMCO
- Peoples Development Forum (PDF)
- Peoples Health Movement Tanzania (PHM)

- PINGOS FORUM
- Policy Curiosity Society
- Poverty Alleviation in Tanga (POVATA)
- Promotion and Women Development Association (POWDA)
- PROSPERUS HEALTH LIFE INITIATIVES
- PWAAT
- RAFIKI Social Development Organisation
- REHEMA JOSPHEPH-CENTA
- Resource Advocacy Initiative (RAI)
- RIEFP
- ROWODO
- RUANGWA Organisation for Poverty Alleviation (ROPA)
- Rural Woman Development Initiative (RUWODI)
- SADELINE HEALTH CARE TRUST
- Safe Space for Children and Youth Women Tanzania (SSCYWT)
- SAHRiNGON
- SAKALE Development Foundation
- SAUTI YA HAKI TANZANIA
- SAUTI YA WANAWAKE UKELEWE
- Save the Mother and Children of Central Tanzania (SMCCT)
- SAWABI BIHARAMULO
- Service Health and Development for People
- SHALOM OPHARNAGE CARE CENTER
- SHAMILA MSHANGAMA
- SHIMAWAMI
- SHIRIKA LA BINADAMU NANDANGALA
- SHIVYAWATA
- SHUKURU PAUL-HRC
- SOPHIA KOMBA-CAGBV
- SORF DODOMA
- Sports Development Aid Lindi
- The Tahrir Institute for Middle East Policy
- The Maldivian Democracy Network, Maldives
- Trag Foundation
- TAMHA Paralegal Aid
- TANDAHIMBA Women Association
- TANGA Paralegal Aid
- TANGIBLE INITIATIVES FOR LOCAL DEVELOPMENT TANZANIA
- Tanzania Association of NGOs (TANGO)
- Tanzania Centre for Research for Research and Information on Pastoralism (TCRIP)
- Tanzania Citizen Information Bureau
- Tanzania Hone Economic Association (TAHEA) BIHARAMULO

- Tanzania Human Rights Defenders Coalition (THRDC)
- Tanzania Legal Knowledge and Aid Centre
- Tanzania media Woman's Association (TAMWA)
- Tanzania Media Women's Association
- Tanzania Network for Legal Providers (TANLAP)
- Tanzania Network of Women Living with HIV and AIDS (TNW+)
- TANZANIA Pastoralist Community Forum (TPCF)
- Tanzania Peace Legal Aid and Justice
- Tanzania Tobacco Control Forum
- Tanzania Widows Association (TAWIA)
- Tanzania Women Empowerment in Action (TAWEA)
- Tanzania Women Teachers Association
- Tanzania Youth Potential Association
- TAWASANET
- TAWEDO
- TAWLA
- TECDEN
- TEN/MET
- TGNP MTANDAO
- The African for Civil Society (TACS)
- The African Institute for Comparative and International Law (AICIL)
- The Development for Accountability in Tanzania
- The Foundation of Human Health and Social Development (HUHESO)
- The Life Hood Children and Development Society (LICHIDE)
- The Organisation of Journalists Against Drug Abuse and Crimes in Tanzania (OJADACT)
- The Voice of the Marginalised Community
- TNRF
- Tree of Hope
- TUNDURU PARALEGAL CENTRE (TUPACE)
- TUPACE
- TUSHIRIKI
- TUWAANDAE WATOTO
- TYVA
- UMMY NDERIANANGAB-SHIVYAWATA
- UMOJA WA VIKUNDI VYA UZALISHAJI MALI NA UELIMISHAJI RIKA MAGU (UVUUMA)
- UMOJA WA WAWEZESHAI KIOO
- Under the Same Sun (UTSS)
- UTPC
- UTTI MWANGA'MBA-CWCA
- UVINZA NGOS NETWORK (UNON)

- Volunteer Activists
- VIJANA ASSEMBLY
- Vital Projection Limited
- Voice of the Voiceless
- Volunteer for Youth in Health and Development (VOYOHEDA)
- WAHAMAZA
- WAJIBU Institute of Accountability
- WALIO KATIKA MAPAMBANO NA AIDS TANZANIA(WAMATA)
- WASOMI VOICE FOUNDATION
- WGNRR AFRICA
- Widows and Orphaned Development Organisation
- WILDAF
- WOFATA
- WOMEN ACTION TOWARDS ENTRP.DEVELOPMENT
- WOMEN DIGNITY
- Women Legal Aid Centre (WLAC)
- Women Life Foundation
- Women Wake-Up (WOWAP)
- Women's Promotion Centre (WPC)
- Women's Empowerment in Action
- WOTE INITIATIVES
- WOTE SAWA YOUTH DOMESTIC WORKERS
- WOVUCTA
- Youth Against Aids Poverty
- YUNA
- ZAFELA
- ZAHRA SALEHE-ICCAO
- ZAITUNI NJIVU- ZAINA FOUNDATION
- Zanzibar Aids Association and Support for Orphans (ZASO)
- Zanzibar Association for Children Advancement (ZACA)
- Zanzibar Children Rights Forum
- Zanzibar Fighting Against Youth Challenges Organisation (ZAFAYCO)
- Zanzibar Legal Service Centre